



COMMISSION SPORTIVE



PROCES VERBAL



REUNION DU 10 JANVIER 2019

Présents : Mme MARIVET – Mrs. COUTURIER - CUDEL - FLAGET - MATHELIN - MILESI

Excusé : M. ALLIAUD

Absent : M. COLLIER

Le Procès-Verbal de la commission du 20 décembre 2018 est approuvé à l'unanimité.

Match 50243.1 HALLIGNICOURT – ORNEL 3 Départemental 3 poule A du 11 novembre 2018 :

Réclamation d'après match posée par le club d'HALLIGNICOURT.

Motif : participation du joueur Lucas POTHION, gardien de but d'ORNEL 3 en lieu et place de M. Mathias VIEIRA TELES inscrit sur la FMI.

La Commission,

- Prend connaissance des réclamations pour les dire recevables sur la forme,
- Après avoir entendu M. JACQUEMIN Emmanuel, Président du club d'HALLIGNICOURT dûment convoqué, qui confirme la fraude d'identité,
- Constatant les absences excusées de Mrs POTHION Cyril, POTHION Lucas, VIEIRA TELES Mathias, CHARDI Jalil, dirigeants et joueurs de l'ORNEL,
- Prend connaissance du mail daté du 8 janvier 2019 adressé par le secrétaire de l'ORNEL, confirmant que le joueur POTHION Lucas a participé en lieu et place de M. VIEIRA TELES Mathias inscrit sur la FMI,
- Considérant qu'il y a fraude d'identité,
- Par ce motif et en application de l'article 187.2 des règlements généraux donne match perdu par pénalité à l'ORNEL, à savoir :
HALLIGNICOURT (3 pts) bat ORNEL 3 (-1 pt) : 3-0
- Débite le club d'ORNEL des droits administratifs, soit 80 €.



- Met à la charge du club d'ORNEL les frais de déplacement de M. JACQUEMIN Emmanuel, club d'HALLIGNICOURT.

Le secrétaire de séance,
C. MILESI.

APPEL

Article – 189

1. L'appel remet entièrement en cause à l'égard des appelants la décision attaquée. Les juridictions d'appel ont, en conséquence, la possibilité soit de confirmer, soit de réformer au besoin en les aggravant les décisions qui leur sont déférées. La décision à intervenir n'a aucun effet rétroactif à l'égard du commencement d'exécution. Toutefois, pour les faits en relevant, les dispositions du Règlement Disciplinaire figurant en Annexe 2 sont applicables.
2. L'appel n'est suspensif qu'en matière financière et d'amende, mais n'arrête jamais l'exécution d'un calendrier en cours.

Article - 190

Dans le cadre de l'article 188, les décisions des Districts, des Ligues ou de la Fédération peuvent être frappées d'appel par toute personne directement intéressée dans le délai de sept jours à compter du lendemain du jour de la notification de la décision contestée (par exemple, une décision notifiée le 15 du mois ne peut être contestée que par l'envoi d'un appel, au plus tard, le 22 du mois).

Le jour de la notification est, selon la méthode utilisée :

- soit le jour de la première présentation de la lettre recommandée ;
- soit le jour de la transmission de la décision par courrier électronique (avec accusé de réception) ;
- soit le jour de la publication de la décision sur le site internet officiel de l'instance ou sur Footclubs ;

DISPOSITION POUR UN APPEL CONCERNANT LES QUESTIONS DISCIPLINAIRES



La Commission supérieure d'appel de district juge en dernier ressort, les décisions de la commission de discipline si la sanction est inférieure à un an. Lorsque la sanction est égale ou supérieure à un an la commission supérieure d'appel de ligue juge en dernier ressort.

Elle juge toute décision pouvant être frappée d'appel par l'intéressé ou son club, ou par le bureau du comité directeur des instances départementales.

PROCEDURE D'APPEL

L'APPEL N'EST PAS SUSPENSIF (ARTICLE 3.4.1.1 DU REGLEMENT DISCIPLINAIRE ET BAREME DISCIPLINAIRE DE LA FFF)

A) SANCTION INFÉRIEURE A 1 AN :

- a) rédiger l'appel en précisant le motif,
- b) l'adresser par lettre recommandée, ou courrier électronique, obligatoirement avec en tête du club, dans un délai de 7 jours au secrétariat du district :

NOTIFICATION DES DECISIONS

Sanctions inférieures ou égales à 6 matches de suspension : à compter de l'affichage sur Footclubs dans «sanctions » de la décision contestée.

Autres sanctions : par envoi recommandé avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant de faire la preuve de sa réception (courriel). Cette notification mentionne les voies et les délais de recours.

B) SANCTION EGALE OU SUPERIEURE A 1 AN :

Idem que ci-dessus mais l'appel est adressé à la commission **supérieure d'appel** de Ligue